

Le fil rouge

REVUE TRIMESTRIELLE
DÉPARTEMENTALE
D'HISTOIRE SOCIALE
2^E TRIMESTRE 2018
N°65 - 12€



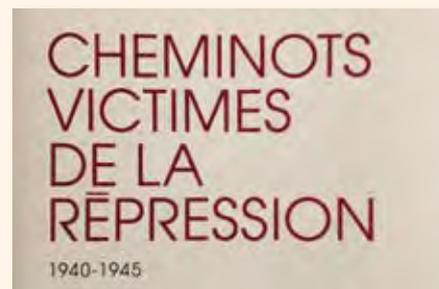
1968-2018 Lutter Vaincre p.3



1968 : clin d'œil dans le rétroviseur p.3



Histoire de l'Université de Rouen p.15



Cheminots victimes de la répression p.16



Sommaire

p. 3

1968-2018: Un printemps très occupé par les Instituts CGT d'Histoire Sociale normands

p. 9

Les témoignages de Robert Privat, Albert Perrot, Bernard Isaac.
Mai 68 par celles et ceux qui l'ont vécu.

p. 15

Université de Rouen: histoire et témoignages

p. 16

Les cheminots qui donnèrent leur vie dans la Résistance

p. 18

Nos publications

p. 19

Comment adhérer à l'IHS et comment recevoir le *Fil rouge*

Sous les galets de 68...

Révolutionnaire pour les uns, « *chienlit* » pour d'autres, il y a beaucoup à dire et à lire sur ce « *printemps très occupé* » de 1968. En ce contexte de recherche du « *Tous ensemble* », ce cinquantième anniversaire et notre *Fil rouge* tombent par conséquent à point nommé pour se remémorer ces événements qui devaient renverser la donne sociale en France, mais aussi ailleurs et dans bien d'autres domaines...

À bien y regarder, de nos jours peu de jeunes salariés, étudiants et lycéens en ont une idée juste et précise. L'imagination, à défaut d'avoir pu prendre le pouvoir, n'a pas été en reste et ne l'est toujours pas pour travestir cette formidable mobilisation. La rue de Grenelle et le ministère du travail qui s'y trouve ont beau refaire parler d'eux, difficile pour les militantes et militants d'aujourd'hui de dissocier la part du vrai et du faux sur cette lutte mémorable. En outre, selon que l'on s'arrête exclusivement sur les faits, ceux des barricades du quartier Latin, des occupations d'usines ou que l'on s'attarde sur la longue accumulation des mécontentements, des besoins insatisfaits, des actions et des expériences militantes qu'il a fallu pour en arriver là, la vision et les enseignements à en tirer ne sont plus les mêmes.

Peu de spontanéité en vérité, le feu couvait depuis longtemps. La stigmatisation et la mobilisation d'une jeunesse en butte au conformisme, à l'ordre établi et la violence de sa répression policière n'ont fait qu'embraser le tout.

En ces colonnes, tout ce qui concourt à l'action prime davantage sur les commémorations. « *Le pouvoir aux travailleurs* », « *Sous les pavés, la plage* », « *Il est interdit d'interdire* », « *Le poète a dégoupillé la parole* »... pour écho, poursuivons et ne lâchons rien ! Défendons par la même occasion avec force cette raison d'hier, qui, à bien des égards, peut être celle d'aujourd'hui et de demain...

Sylvain Brière

2018 SOUTENEZ VOTRE INSTITUT ET LE FIL ROUGE

Cela fait plus de 20 ans qu'existe notre Institut. Vous appréciez notre travail, aidez-nous à faire connaître *Le Fil rouge* autour de vous. Faites adhérer vos ami(e)s, votre syndicat, votre association, votre bibliothèque ou votre municipalité. Notre Institut CGT d'Histoire Sociale est une association loi 1901. À ce titre, elle vit essentiellement des moyens provenant de la cotisation annuelle de ses 400 membres, simple adhérent(e), lecteur ou lectrice, ainsi que grâce au dévouement de ses militants et d'historiens bénévoles. Merci de régler rapidement votre cotisation 2018, vous trouverez les tarifs page 19 et le bulletin d'adhésion réservé à cet effet.

N° 65 – 21^e année
Edité par l'IHS CGT 76
Courriel: ihsctg76@bbox.fr
Site: www.ihsctg76-lefilrouge.fr

N° ISSN: 1625-4503
N° Siret: 7529047220028

Directeur: Jacky Maussion
Responsables de la publication:
Jacky Maussion, Alain Bozec,
Sylvain Brière.

Ont participé à ce numéro: Sylvain Brière, IHS Normandie, Jacky Maussion, Alain Bozec, Serge Laloyer, Luc Bourlé, Thierry Leballeur, Pierre Lebas, Lucie Leballeur.

Iconographie: IHS Normandie, IHS Seine-Maritime, Jacky Maussion, Alain Bozec, Sylvain Brière.

Conception graphique: Médiris
04 37 28 93 35
www.facebook.com/agence.mediris
Numéro d'émetteur : 522992.

Imprimerie: Public Imprim.



LE CONTEXTE DES ANNÉES 60



2



3



5



4

2 La république gaullienne, 10 ans ça suffit!

3 La guerre d'Algérie. Un drame colonial pour le peuple algérien et dont la jeunesse française paiera elle aussi un lourd tribut. De 1958 à 1962, 450 000 jeunes ont été incorporés, 29 203 morts, un million de blessés. La CGT se mobilisera pour la paix en Algérie. Le 9 février 1962, une manifestation pour la paix est durement réprimée à Paris, on compte 9 morts parmi les manifestants au métro Charonne. Notre photo: une manifestation au Havre pour empêcher le départ des jeunes appelés.

4 Affiche Eiffel

5 « Révolution juvénile ».

1968 – 2018

Le comité régional CGT de Normandie et ses Instituts d'Histoire Sociale ont souhaité marquer les cinquante ans de mai et juin 1968.

Ces deux mois restent, en effet, comme l'une des mobilisations les plus importantes de la classe ouvrière et de l'ensemble des salariés.

Jeunes ouvriers ou étudiants aspiraient à une autre société.

Ils ne voulaient plus d'une domination capitaliste qui régentait tous les domaines de leur vie : l'information, la musique, la mode...



6 Le 10 janvier 1966, la CGT et la CFDT signaient un accord d'unité d'action. Il sera déterminant dans les mobilisations futures.

7 Manifestation au Havre contre les ordonnances sur la Sécurité sociale.

8 La solidarité internationale contre l'impérialisme. Paix au Vietnam

9 Janvier 1968, Les ouvriers manifestent à Caen. L'usine de la Saviem est en grève. Le mouvement sera durement réprimé

10 Manifestation à Dieppe avec celles et ceux de la Cellophane.



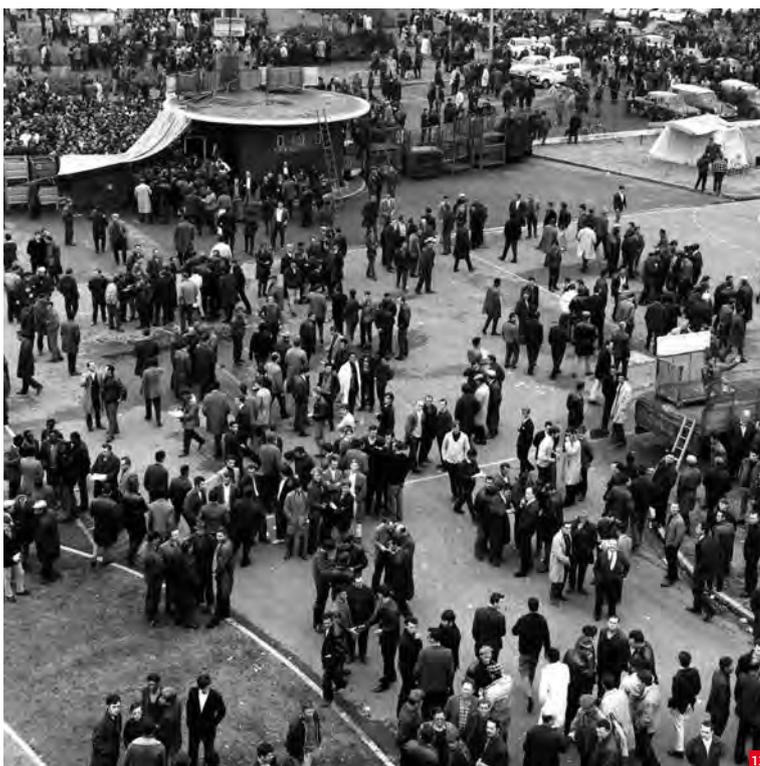
LES REVENDICATIONS

- Augmentation du SMIG et des salaires
- Réduction du temps de travail et les 40 heures
- Suppression des ordonnances sur la Sécurité sociale
- Reconnaissance du droit syndical à l'entreprise
- Augmentation des budgets des comités d'entreprise
- Droit à la culture, aux sports, aux loisirs, aux vacances....

12 La manifestation du 13 mai à Rouen

13 Renault Cléon avant l'assemblée générale

14 déclaration de la CGT



LA C.G.T. AUX TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE FRANCE

LE 13 MAI 1968 a asséné au pouvoir des monopoles le coup le plus dur qu'il ait subi depuis son instauration, voici dix ans.

Il s'en trouve nettement affaibli.

Le gouvernement croyait pouvoir mater, par la violence policière, les étudiants en lutte, mais leur détermination, l'action des enseignants et l'intervention de la classe ouvrière l'ont contraint à la retraite.

La grève générale proposée par la C.G.T. et décidée par toutes les centrales syndicales, les manifestations unissant travailleurs et étudiants à Paris et dans toute la France ont exprimé avec une grande force le mécontentement général et traduit la profonde volonté de changement qui anime, avec les salariés, d'autres couches de la population.

La promptitude de la riposte ouvrière à relever le défi du gouvernement a été possible en raison des nombreuses luttes menées au cours des dix dernières années contre la politique rétrograde du pouvoir personnel et de la dénonciation systématique, par la C.G.T., de la nature de ce pouvoir au service du patronat.

La réforme démocratique de l'Université et de l'enseignement est une nécessité nationale et intéresse directement la classe ouvrière. La C.G.T. participe de longue date à l'action dans ce but, en alliance avec les organisations d'enseignants et en soutenant les aspirations légitimes de la grande majorité des étudiants.

Pour la classe ouvrière, une réforme démocratique signifie avant tout qu'elle donne la possibilité réelle à ses enfants d'accéder au plus haut niveau du savoir, réservé jusqu'ici à ceux des catégories sociales aisées. Elle signifie également une démocratisation bien comprise dans le contenu et les méthodes de l'enseignement.

PRINTEMPS 1968

- **3 MAI** La police entre à la Sorbonne; elle embarque 500 étudiants.
- **10 MAI** En réponse à la répression policière, la manifestation des étudiants et des lycéens est impressionnante. La présence des forces de l'ordre l'est tant autant. A deux heures du matin, rue Gay Lussac à Paris, la police charge avec une grande violence. Il y aura de nombreux blessés et plusieurs arrestations.
- **13 MAI** des manifestations de masse à l'appel des syndicats ont lieu dans tout le pays.
- **15 MAI** l'occupation de l'usine Renault Cléon annonce le début de la grève généralisée.
- **17 MAI** 100 000 grévistes
- **21 MAI** 9 000 000 de grévistes.

LA LUTTE CONTINUE



15 Place Nationale à Dieppe



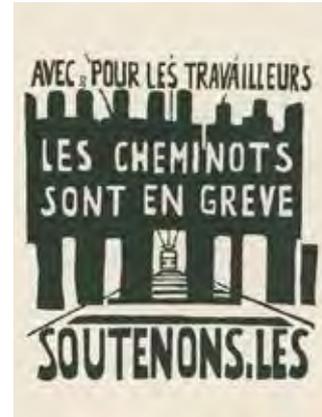
16 Les ouvriers de Citroën dans le Calvados

17 Les élus du Havre, de Gonfreville-l'Orcher, d'Harfleur... solidaires

18 Renault Sandouville

19 Les ouvriers de l'usine Titane affiche leur intention: *Et si on changeait de propriétaire?*

20 la culture s'invite dans la lutte





22



23



24



25



26

22 les employés de Monoprix du Havre

23 Tête de manifestation à Rouen

24 Le théâtre avec Jean Joulin aux papeteries de la Chapelle

25 La poésie avec Jean Verdure aux chantiers navals

26 Meeting à Elbeuf



27 Les PTT à Rouen

28 29 mai devant Franklin au Havre

L'UNITÉ D'ACTION MISE À MAL À CHARLÉTY

Le 27 mai, au stade Charléty, une manifestation sur fond d'anticommunisme est organisée. Des socialistes, des dirigeants de la CFDT et des libéraux libertaires que l'on présente encore aujourd'hui comme les « icônes » de 1968 fustigent les dirigeants de la CGT et du Parti communiste français coupables, selon eux, de trahir les idéaux révolutionnaires. À de rares exceptions près, les organisateurs de cette manifestation se sont reconvertis dans la pub, le cinéma, la télé, l'entreprise, voire à l'inspection générale de l'Éducation Nationale ou au MEDEF, au mieux dans la social-démocratie ou dans le soutien à l'actuel Président de la République. À l'époque, ils scandaient : CGT, trahison !

SURVOL DES ACQUIS DE 1968

- Augmentation du salaire minimum (SMIG) de 37 %. Les salaires réels sont augmentés de 10 % durant l'année 1968. En moyenne cette augmentation atteindra 13,5 %.
- Une brèche est enfin faite dans le mur du temps de travail : une heure de réduction du temps de travail compensée à 100 % amorce le retour aux 40 heures. Dans les années qui suivent les 40 heures seront gagnées.
- Reconnaissance du droit syndical à l'entreprise comportant des droits nouveaux.
- Obtention d'une convention collective nationale et non seulement régionale ou locale.
- Clause d'échelle mobile pour la garantie et la progression du pouvoir d'achat.
- Augmentation de la dotation au comité d'entreprise pour les activités sociales et culturelles.
- Incorporation de parts de primes et d'indemnités dans le salaire en vue du calcul de la retraite.

Cours vite camarade le vieux monde est derrière toi



Faut-il remettre en cause l'esprit et les acquis de mai-juin 1968 ?

Le 20 mai 2008, notre IHS CGT 76 organisait un colloque pour marquer le 40^e anniversaire de mai 1968. Son thème reste aujourd'hui plus que jamais d'actualité : « Faut-il remettre en cause l'esprit et les acquis de mai-juin 1968 ? » Nous avons extrait trois interventions de ce colloque, celles de :

- Bernard ISAAC Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT de Seine Maritime en 1968
- Albert PERROT Militant CGT chez Mazeline (Dresser Rand) en 1968, ancien Secrétaire de l'Union Départementale CGT de Seine Maritime, Vice-Président de l'IHS CGT 76
- Robert PRIVAT Secrétaire de la Section CGT de l'OTR en 1968.



Les travaux de ce colloque ont fait l'objet de l'édition d'un « Fil Rouge » hors série.

On peut se procurer celui-ci auprès de l'IHS CGT 76 ou le consulter sur notre site internet <http://ihscgt76-lefilrouge.fr>

1 Manifestation le 1^{er} février 1966 à Rouen. De nombreuses grèves ont ponctué les mois et les années qui ont précédé la grève généralisée de mai et juin 1968. Photo de François Geffroy.



1 l'usine Mazeline du Havre durant la grève

ALBERT PERROT

Militant CGT chez Mazeline au Havre (Dresser) en 1968

Ancien secrétaire de l'Union départementale CGT

Vice-président de l'IHS-CGT-76

Je m'arrête sur un mot: acquis. Je trouve qu'il est très bien choisi, parce que l'on aurait pu mettre: avancée, on aurait pu mettre: avantage.

On a mis «acquis» et tout de suite ça évoque l'idée d'une lutte, d'une conquête.

Et c'est vrai que tout ce qui a été gagné en 68, comme en 36 d'ailleurs, tous ces résultats sont les fruits de la lutte. Et je crois que c'est une première leçon à mettre en avant, pour bien comprendre ce qu'a été 68.

Cela a été d'abord et avant tout une lutte. Une lutte par ses formes, vis-à-vis du patronat et vis-à-vis du gouvernement la plus élevée, qui est celle d'occuper les usines, ce qui se traduit dans les faits par une véritable transgression, mais plus que cela, par une violation pure et simple du droit capitaliste, du droit à la propriété privée.

Qu'on le veuille ou non, c'est cette forme de lutte, la

plus élevée, que les travailleurs ont réalisée pour défendre leurs revendications et l'esprit de 68, qui était aussi leur aspiration à un changement de société, un changement profond.

Alors, quand on dit acquis, quand on dit lutte, ce n'est pas une lutte pour n'importe quoi, c'est une lutte pour l'homme.

Pour l'épanouissement, le développement de l'homme d'abord au travail, puisque c'est une réalité qu'il va vivre pendant toute sa vie. Evidemment c'est là qu'il va se faire exploiter. Mais il peut parvenir à épanouir ses facultés physiques et intellectuelles. Mais cela, c'est toujours le résultat d'une conquête, vis-à-vis des patrons, vis-à-vis du système capitaliste.

Cette grève avait ce but de redonner un véritable sens et une véritable signification au travail. Non pas à la mode de Sarkozy (quand il dit travailler plus pour gagner plus) nous ne sommes absolument pas sur cette ligne-là.

Le travail est une réalité quotidienne, il faut donc qu'on arrive par la lutte, par le combat, à parvenir à ce que le travail soit aussi un moyen pour les hommes, non seulement de gagner leur vie, non seulement d'avoir des salaires décents, mais d'avoir des salaires, d'avoir une reconnaissance véritable de leur valeur professionnelle.

Là aussi c'est un respect de la dignité de l'homme et je relie cela à l'une des significations et des leçons à

tirer des grèves de 1968. Le travail peut être un écrasement et il peut, en même temps, contradictoirement, devenir un moyen de se développer, de développer ses facultés.

Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, rien n'est jamais acquis. Je vais citer un exemple : récemment, j'ai eu la visite d'une maman dont le fils travaille chez Dieppedalle-Colas au Havre et qui vient d'avoir un accident extrêmement grave. Il s'est blessé dans un tapis roulant et a eu son bras complètement sectionné alors qu'il était conducteur d'engins. Ce garçon n'a pas encore, malgré l'avis de l'Inspecteur du Travail, osé porter plainte. Et sa maman venait me demander comment faire, pour finalement arriver à ce qu'il soit capable de le faire. Cela se passe en Mai 2008 !

Donc, vous voyez bien que ce n'est pas gagné. Et que dans ces entreprises organisées en îlots les uns à côté des autres, où il n'y a pas de syndicat, où personne ne peut prendre en charge leur défense, et bien ils sont exploités de la pire façon. C'est une réalité qu'on ne doit jamais oublier.

Le travail est une réalité, mais l'épanouissement de l'homme, dans ce cadre, dépend du degré de civilisation. Vous n'entendrez jamais parler de la part d'un patron d'acquis, il parlera toujours de charges sociales. Nous, ces acquis, cela correspond à quoi dans une société ? Cela correspond au degré de civilisation à laquelle cette société est arrivée. Cela veut donc dire, finalement, que toutes les conquêtes sociales arrachées par la lutte au fil des années, pour que les hommes deviennent davantage des hommes, correspondent au degré de civilisation auquel nous sommes parvenus.

Homme au travail, mais homme aussi dans la conquête du temps libre, qui a été, je le rappelle, une conquête de toute l'histoire du mouvement ouvrier depuis la fin du 19^e siècle, tout au long du 20^e et qui continue aujourd'hui.

La signification de la conquête du temps libre, est d'avoir la possibilité, et les moyens, de s'épanouir par des activités autres que celles du travail, afin de parfaire encore cette civilisation sur différents aspects culturels.

Je voudrai conclure en insistant sur le fait que ces acquis liés au degré de civilisation d'une société dépendent du rapport des forces entre un système capitaliste de plus en plus dur et l'état de l'organisation des salariés, de leur capacité à résister. Nous avons, nous les travailleurs, pour nous défendre dans les entreprises et les usines la possibilité de fortifier notre syndicat. Fortifier ! C'est un mot que j'emprunte aux anciens de 36, j'aime beaucoup ce verbe.

ROBERT PRIVAT

Secrétaire de la Section CGT de l'OTR en 1968

Je suis un de ceux que Michel PIGENET nomme « les acteurs vieillissants » de l'objet 68, dans sa préface à notre ouvrage « **Mai-Juin 68 en Seine Maritime** ». C'est à ce titre que je veux témoigner sur la période antérieure à 1968 et notamment sur les années 1966-1967 que j'ai vécues au sein d'un Organisme de la Fonction Publique de l'État, organisme du réseau de recherche, d'études et de contrôles du Ministère de l'Équipement. Témoignage donc, en m'efforçant de répondre à ce que Claude MAZURIC définit, dans sa contribution, comme la double exigence de la mémoire et de l'Histoire.

Je travaillais alors comme dessinateur industriel au Bureau d'Études de l'Atelier des Prototypes, élément de l'Organisme Technique Régional des Ponts et Chaussées dont j'étais le Secrétaire de la Section Syndicale CGT, section adhérente du Syndicat National des Personnels des Laboratoires de l'Équipement.

L'OTR, situé à Grand-Quevilly, regroupait un laboratoire régional créé en 1952, un centre d'expérimentation routière, un centre d'étude et de construction de prototypes, et diverses divisions d'études (urbanisme, construction, transports, ouvrages d'art, tracés autoroutiers, informatique). Cet organisme est ensuite devenu, en 1971, l'un des 7 CETE (Centres d'Études Techniques de l'Équipement) à vocation interrégionale et nationale.

Actuellement, en 2018 chaque CETE est devenu CEREMA, élément de l'organisme national CEREMA (Centre d'Expertise sur les Risques, l'Équipement, la mobilité et l'Aménagement).

« La quasi-totalité du personnel, hormis l'Ingénieur en Chef et quelques Ingénieurs des TPE, était non fonctionnaire. »

La quasi-totalité du personnel, hormis l'Ingénieur en Chef et quelques Ingénieurs des TPE, était non fonctionnaire, des manœuvres aux Ingénieurs diplômés, les classements indiciaires, carrières et salaires étaient régis par un règlement national établi par le Directeur National des Routes, avec des salaires subissant de forts abattements par rapport à ceux pratiqués au Laboratoire Central des Ponts et Chaussées, allant de -12,5 à -32,25 % selon les catégories, aggravés par les abattements officiels de zone qui frappaient encore tous les salariés de province.

« Les mouvements de grève pour les salaires, les frais de déplacements, les droits sociaux, les libertés syndicales, nombreux depuis le début des années 60, étaient généralement suivis par 90 à 95 % du personnel. »

La Section Syndicale CGT était très active et regroupait la majorité du personnel. Le Bureau de la section, à l'image des adhérents, était composé de jeunes militants parmi lesquels notre camarade Georges JONQUAIS et moi faisons figures d'ancêtres (nous avions respectivement 43 et 42 ans en 68 !). Les mouvements de grève pour les salaires, les frais de déplacements, les droits sociaux, les libertés syndicales, nombreux depuis le début des années 60, étaient généralement suivis par 90 à 95 % du personnel.

Puis vinrent les campagnes revendicatives nationales CGT-CFDT, ponctuées de journées de grève, avec de grandes manifestations à Rouen, comme le 17 Mai 1966 et le 1^{er} Février 1967 où se remarquaient les pancartes et la banderole de l'OTR (qui devint ensuite CETE), clamant : « **Notre éloge à la télé, c'est BIEN, de meilleurs salaires, ce serait MIEUX !** », « **Tous auxiliaires, de l'Ouvrier à l'Ingénieur, NOUS VOULONS UN STATUT NATIONAL !** », « **CESSEZ DE DETOURNER LES CRÉDITS ROUTIERS !** »...des tracts, diffusés par milliers à la population, explicitaient ces options.

Parmi nos actions syndicales spectaculaires, rappelons que le 14 Février 1967, alors que les salaires de la chimie (sur lesquels étaient indexés les nôtres) venaient d'être augmentés de 14 %, tardif rattrapage du retard cumulé depuis 1962, Roger COQUAND, Directeur des Routes, annonça, au nom du Ministre Edgard PISANI, la non application de cette majoration et la désindexation totale de nos salaires. Le jour même, le Syndicat National CGT proposa une action nationale CGT-CFDT-FO. Le lendemain 15 Février, une assemblée du personnel rouennais émit une motion destinée au Ministère et à la presse et prit des dispositions d'action, concrétisées dès le lendemain soir 16 Février. A 20 h, plus de 100 agents de toutes catégories accueillaient bruyamment, pendant plus d'une heure, Roger COQUAND venu présider un ban-

quet à la Halle aux Toiles. Les clameurs ont longtemps retenti jusque dans la salle du banquet : « **Maintien des droits acquis !** », « **Nos 14 %** » etc... Mais la motion remise, lors de cette mémorable « FETE à COQUAND », ne manquait pas de réclamer aussi : « **L'AFFECTATION DES CREDITS ROUTIERS À LEUR RÉELLE DESTINATION** ».

Début Mars 1967, sur l'initiative du Syndicat National CGT, fut lancé un APPEL A L'OPINION, intersyndical, diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires. Ces 2 pages portaient en sous-titres :

- Pour la recherche et le progrès technique dans le domaine routier et le génie civil.
- Pour la défense et l'extension des Laboratoires des Ponts et Chaussées.
- Pour la défense des intérêts matériels et des conditions de travail de l'ensemble des agents des laboratoires.

Donc, nous n'avons pas vécu 1968 comme une rupture. Ce fut plutôt une amplification de notre rythme. Nous abordions 1968, forts d'une longue série de démarches et d'actions « tous azimuts » à l'impact directement mesurable.

Le 12 Janvier, l'assemblée des adhérents accueillait 15 nouveaux syndiqués et proposait au Syndicat National CGT l'organisation d'une campagne revendicative associant tous les Labos, pour la révision de la circulaire COQUAND et la parité salariale LCPC-Labos de Province, en y invitant la CFDT.

Cette proposition rouennaise était reprise le 14 Janvier par le Secrétariat National CGT sous forme d'une lettre à la CFDT.

Parallèlement, nous demandions l'appui des élus de la Seine Maritime.

Appel entendu : à la Session de Printemps, le Conseil Général, unanime, adoptait le 1^{er} Avril un vœu proposé par le groupe communiste, qui réclamait pour les Labos, une part du Budget National adaptée aux besoins, la parité des salaires Paris-Province, la fusion des circulaires en prélude à un véritable Statut National.

172 signatures étaient collectées en quelques heures à l'OTR sur la pétition du Syndicat National destinée à Gilbert DREYFUS, nouveau Directeur des Routes.

Je veux dire aussi quelques mots à propos de la solidarité envers les étudiants parisiens victimes des brutalités policières.

À l'OTR, quand survinrent les brutalités policières envers les étudiants parisiens, il y eut identification d'intérêts et totale solidarité face à un même pouvoir.

Plusieurs militants et adhérents de la Section CGT

participèrent à la première grande manifestation rouennaise convoquée d'urgence dans la journée du Mercredi 8 Mai pour 18h30, place Cauchoise, à l'appel de l'UD-CGT, de l'AGER-UNEF, du Snes-Sup, du Syndicat National des chercheurs Scientifiques (Fen) et des sections d'enseignants du Sgen-CFDT).

Nos camarades y découvrirent l'étrange comportement de quelques étudiants se déclarant « révolutionnaires », plus soucieux de créer des incidents dont les vitrines de l'étroite rue Cauchoise auraient fait les frais, que de participer à la démonstration de masse voulue par les organisateurs. Le comble de la stupeur fut atteint chez les camarades de l'OTR quand les mêmes affirmèrent être les éveilleurs de la classe ouvrière « depuis longtemps en léthargie »...(!)

Étonnant accueil de la part de ces jeunes, envers nous qui étions chaque jour dans le combat de classe depuis des années et qui venions affirmer notre soutien dans leur lutte contre le pouvoir personnel ! Avec 40 années de recul, j'aurais tendance à les excuser en pensant qu'il ne s'agissait là que simple erreur d'appréciation due à leur ignorance de la réalité du salariat et de ses luttes progressistes, du mouvement ouvrier, de l'Histoire Sociale. Par contre, je ne peux envisager aucune indulgence à l'égard de journalistes aguerris du genre de Serge JULY ou de politiciens enragés de 68 vite repentis, qui persistent à proférer le même type d'inepties.

Ainsi le député européen Henri WEBER, déclarant dans Paris-Normandie du 2 Mai 2008 : **« Tout ce qui apparaît aujourd'hui comme le folklore de Mai 68 - les drapeaux rouges, l'Internationale, les occupations de Facs, les barricades - c'était un langage qui s'adressait à la classe ouvrière en lui disant : Redeviens ce que tu es, montre-leur toi aussi de quel bois tu te chauffes ».**

Décidément, la prétention des donneurs de leçons a la vie dure !



Bernard ISAAC

Secrétaire de l'Union départementale CGT en 1968

2 Bernard Isaac durant un meeting, on reconnaît également Marcel Letessier et Yvette Briard dirigeants de l'Union Départementales des syndicats CGT.

Mai et juin 1968 ne sont pas arrivés par hasard, d'un seul coup. Il y a eu une accumulation de mécontentements importants. Il y avait le SMIG qui était attaqué par le Gouvernement et le patronat, le pouvoir d'achat, la semaine de travail était, sur le papier, de 40 heures, mais en réalité on faisait 48 heures, voire plus. Moi, il m'est arrivé de faire 60 heures en 5 jours de 12 heures, d'autres travailleurs aussi.

Les cadences de travail étaient de plus en plus élevées au cours de semaines de 48, 54 ou 60 heures. En plus, les licenciements commençaient à se multiplier, notamment dans la navale, dans le textile, dans de nombreux secteurs d'activités, ce qui fait que le mécontentement amplifiait.

Les luttes se développaient partout, sous toutes les formes, pétitions, arrêts de travail, manifestations, etc... Et nous, en tant que responsables départementaux, notre rôle était de faire connaître ce qui se passait, pour dire voilà, vous avez des problèmes, alors bougez, faites quelque chose, et puis l'objectif c'était de coordonner. À plusieurs reprises, on a essayé de coordonner, même en Janvier 68 où il y avait un rassemblement de la Métallurgie.

Je me souviens d'avoir organisé un rassemblement, on s'était retrouvés à peu près à 1 500 alors qu'on était 70 000 métallos à l'époque. Ce qui veut dire qu'on résistait, que les luttes se développaient, qu'il convenait de les multiplier et de les coordonner.

Et puis, il y a eu aussi le fait que le pouvoir Gaulliste a voulu remettre en cause la Sécurité Sociale. Il ne faut pas oublier que depuis qu'il n'y a plus d'élection, les conseils d'administration ne sont plus élus, mais désignés.

À cette époque, en Seine Maritime, il y avait à peu près 75 000 adhérents à la CGT. C'était une force importante.

Et puis, il y a eu le 1^{er} Mai, les événements de Paris avec la répression des étudiants, il y a eu le 13 Mai qui a été une manifestation formidable à Rouen : plus de 30 000. J'avais 31 ans, c'était mon premier discours devant une telle masse, j'avais les genoux qui tremblaient, je n'étais pas à l'aise. Ce même jour, il y eut également 20 000 manifestants au Havre, 3 000 à Dieppe, ainsi qu'à Elbeuf, et des centaines à Fécamp et au Tréport.

Chez Renault à Cléon, il y avait des problèmes, les débrayages se multipliaient. Le 15, nous avons appris que les salariés avaient décidé d'occuper l'usine dans la nuit. On a pris des dispositions pour que ça se sache et aussitôt le mouvement s'est développé.

Il y avait aussi les chantiers du Trait qui étaient menacés de fermeture, les salariés se sont eux aussi mis en grève et ont occupé le chantier. Le dernier navire était bloqué sur son banc de lancement. C'est comme cela que le mouvement s'est développé à toute vitesse.

Après, il a fallu gérer en fonction de l'ampleur des événements. Au bout de 8 jours il y avait à peu près 250 entreprises occupées et 250 000 grévistes.

Donc, dans tout ce contexte, il a fallu jouer la démocratie syndicale pour diriger le mouvement, assurer la solidarité, etc.



Editions de l'Atelier en partenariat avec Médiapart
29,50 € dans toutes les librairies

Il est possible de se procurer cet ouvrage dans toutes les librairies ou à l'IHS CGT de Seine-Maritime

MAI 68 PAR CELLES ET CEUX QUI L'ONT VÉCU

Mai-Juin 68, cinquante après...L'événement génère encore beaucoup de discours, de confiscations, de raccourcis, mais qui sait comment cet épisode extraordinaire est entré dans la vie de millions de personnes ordinaires ?

De Paris à Lamotte-Beuvron, en passant par Lille, Marseille ou Poitiers, plus de cent cinquante témoins de ce moment marquant de l'histoire racontent dans ce livre comment elles et ils l'ont vécu.

Enfant de la banlieue rouge, élève des beaux quartiers, étudiant algérien en art dramatique, ajusteur, professeure de lycée, opératrice des PTT, métallo d'une usine automobile, appelé du contingent, aumônier de jeunes, mère au foyer, directeur d'une maison de la culture, cheminot...Reliés les uns aux autres, leurs récits forment une incroyable fresque. L'élan émancipateur de ce qui fut vécu durant ces semaines s'incarne de manière polyphonique, à la fois intime et politique.

Ces pages forment la trace précieuse, inédite à cette échelle, de ce que fut Mai-Juin 1968. Un moment d'histoire dont le souffle a transformé des vies. Un passé si fort qu'il travaille encore le présent.

Fruit de la sélection de plus de 300 textes reçus lors d'un vaste appel à témoignage lancé en partenariat avec Médiapart, ce livre comprend sept témoignages émanant de la Seine-Maritime : **Pierre Louvard**, *Le Havre : Du Christ au Che*. **Marie Noelle Hôpital**, *Rouen : Une impression de chaleur, de transe et d'ivresse*. **Jean-Pierre Lavaray** *Sotteville-lès-Rouen : Y-a-grève !* **Daniel Thierry**, *Sotteville-lès-Rouen : On est solidaire de nos parents et des autres grévistes*. **Jacky Maussion** *Renault Cléon : La politique, le syndicat, la révolution, l'amour, le travail, le bonheur, la cogestion, l'autogestion...* **Bernard Mounier**, *Le Havre : La grande rencontre entre les artistes et le monde du travail est-elle en marche ?* **Jean-Luc Varin**, *Rouen : Une soudaine et énorme révélation*.



Université de Rouen

histoire et témoignages

Sous la direction d'Anne Bidois,
d'Olivier Freitas et de Yannick Marec

Serge Laloyer

L'Université de Rouen marque le cinquantième anniversaire de sa fondation par la publication de deux ouvrages: le premier est centré sur l'histoire et les évolutions qu'a connu l'Université depuis sa création en 1966, le second est consacré à des lieux de mémoire et à des témoignages.

Cette étude est réalisée sous la direction d'Anne Bidois (maîtresse de conférence en sociologie), d'Olivier Freitas et de Yannick Marec (professeurs d'histoire contemporaine).

Le premier volume intitulé «Histoire d'une Université Nouvelle», montre la naissance et les évolutions qu'a connu l'Université de Rouen depuis sa création.

Auparavant, au 20^e siècle, où le développement industriel nécessite des formations de haut niveau, la ville assistera aux prémices d'un enseignement universitaire; c'est ainsi que l'on voit la création à Rouen de la Faculté de lettres en 1963, puis en 1965 l'Ecole Nationale de Médecine et de Pharmacie est transformée en Université.

Dès 1965 est créé un Institut Universitaire de Technologie (IUT) comprenant un département de chimie. A la lecture de ces ouvrages, nous suivons l'évolution de l'Université, due en grande partie à la qualité de ses enseignants, à la multiplication de ses enseignements, de ses effectifs étudiants, effectifs qui passent de 7 000 en 1967 à 27 995 en 2016, dont 1 886 étudiants étrangers.

Le corps enseignant se compose de 703 emplois dont 180 professeurs et 376 maîtres de conférence.

Au cours de ces 5 décennies, le parc immobilier s'est développé et diversifié dans l'agglomération, à Mont Saint Aignan, dans Rouen avec la construction de la Faculté de droit et de sciences économiques dans le quartier Pasteur, la Faculté de médecine, de pharmacie près du Centre Hospitalier Universitaire (CHU), le Technopole du Madrillet où se concentrent la formation et la recherche autour des sciences de l'ingénieur

en association avec l'INSA (Institut National des Sciences Appliquées).

En 2014 sur le même site sera créé l'ISITECH, une école d'ingénieurs interne à l'Université.

En 1999 à Elbeuf sera ouvert un IUT dédié aux domaines des télécommunications, des réseaux et du multimédia.

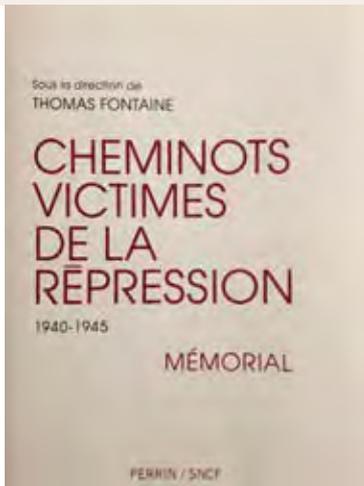
Le deuxième volume rappelle, à travers des témoignages, les luttes menées par les étudiants et les enseignants pour obtenir les moyens d'enseigner, d'apprendre dans de bonnes conditions, luttes menées contre les pouvoirs politiques successifs. Les institutions régionales se sont investies pour aider à la construction d'un parc immobilier conforme aux besoins de cette Université.

L'actualité récente rappelle ce qu'il reste à faire au niveau des équipements à Mont Saint Aignan.

Ces ouvrages permettent de mieux connaître l'importance et la diversité de l'Université de Rouen au travers son histoire.

Pour acquérir ces ouvrages:

Presses Universitaires de Rouen-Le Havre
Rue Lavoisier
76821 - Mont Saint Aignan Cedex



Cheminots victimes de la répression

1940-1945

Sous la direction de Thomas Fontaine

Sylvain Brière

Pour être le premier livre mémorial consacré à une corporation, *Cheminots victimes de la répression 1940-1945* est un ouvrage inédit. Outre de ne pas oublier et de constituer la meilleure réponse qui soit aux campagnes de dénigrement tendant à salir cette mémoire ouvrière, de démentir de façon irréfutable les assertions scandaleuses de révisionnistes de tout poil ou autres adeptes de la peste brune, c'est aussi le fruit de la mobilisation à l'encontre d'une direction d'entreprise de militantes et militants CGT avec leur Institut d'histoire sociale...

On se souvient du procès fait à l'État et à la SNCF par la famille Lipietz remettant au premier plan les heures sombres de l'Occupation et de la déportation. D'autres, par voie de presse et toujours plus à charge suivent en ce début des années 2000. Le procédé n'a cure de falsifier l'histoire, l'information est assénée et l'insulte propagée: «*cheminots collabos du régime nazi*». Une fois encore, démonstration est faite que point n'est besoin de maîtriser un sujet lorsque l'intention n'est qu'insulte et dénigrement.

La portée de ces attaques contre la SNCF, au plan national et outre-Atlantique, conduit à l'époque son PDG Guillaume Pepy à présenter des excuses publiques. Dans un discours en janvier 2011, il souligne une SNCF, entreprise d'État, qui sous la contrainte devient un rouage de l'extermination nazie. En vérité ce propos fait écho à celui de juillet 1995 du Président Chirac reconnaissant officiellement, seize ans plus tôt lors de la commémoration de la Rafle du Vel' d'Hiv', la participation de Français et de l'État français à la folie criminelle de l'occupant. Les affaires du monde aux mains du monde des affaires, l'épilogue de cette controverse sur le sol américain se solde par une transaction entre les États-Unis et la France. Une indemnisation à hauteur de 60 millions de dollars destinés aux survivants et héritiers des trains de la Shoah est versée en novembre

2015: des contrats ferroviaires *made in french* sont à nouveau possibles au pays du Far West...

Cette controverse et cette repentance exprimée par leur premier dirigeant excèdent les cheminots. Certes, il n'est pas question pour eux d'affirmer que tous les leurs ont été des résistants: il y en a qui ont collaboré avec les autorités nazies et le régime de Vichy, singulièrement au plus haut niveau de l'entreprise en livrant des syndicalistes et des militants communistes à la gestapo. De même, l'Occupation n'a pas été non plus sans faire l'objet d'études approfondies, d'expositions et de colloques rétablissant les faits. Tous coupent court à ces viles attaques dont font l'objet les cheminots. De fait, leur indignation est à son comble, et ce d'autant plus qu'ils sont contraints dans le même temps à recenser et à préserver les plaques commémoratives de cette mémoire apposées sur leurs bâtiments et autres édifices de gares dont la destruction est effective ou projetée. Ce contexte général incite la direction de la SNCF à répondre favorablement à la demande exprimée de redonner à ces noms devenus anonymes, une histoire, un visage...

Conservées au Centre historique du Mans, toutes les archives produites entre 1939 et 1945 de cette société nationale comptabilisant à l'époque près de 400 000 agents ou employés sont ouvertes au public.

Elles sont aussi numérisées et rendues accessibles par Internet. Ces documents à disposition, il ne reste plus à la direction de la SNCF pour mener à bien son projet qu'à constituer un collectif. Placé sous la direction scientifique de l'historien Thomas Fontaine, Directeur du musée national de la Résistance, c'est chose faite en janvier 2011. Rappelant qu'un nombre important de ces victimes était des syndiqués, des militants ou délégués de ses syndicats, la Fédération CGT des cheminots revendique de participer à ses travaux. Son Institut d'histoire sociale prend ainsi place aux côtés de *Rails et histoire*; *Rail & Mémoire*; *Mémoire Vive des convois des 45 000 et des 31 000 d'Auschwitz-Birkenau*; *Le Cercle généalogique des cheminots*; *Cheminots en Provence*; *la Fondation pour la Mémoire de la Déportation...* Onze institutions et associations, près de quarante rédactrices et rédacteurs, neuf pour le seul IHS CGT cheminots, planchent au final sur le sujet pendant cinq ans.

Au total plus de 6000 dossiers sont étudiés. Pour être retenues, les informations doivent être recoupées par plusieurs sources. C'est ainsi que sur une estimation de 9000 cheminots tués, toutes causes confondues, la majorité des ces décès étant imputée aux bombardements et aux mitraillages des trains, cet ouvrage recense par ordre alphabétique les fiches biographiques de 2229 d'entre eux victimes de la répression menée par les autorités nazies et le régime de Vichy entre 1940 et 1945, auxquels s'ajoutent 443 autres, tués au combat contre les troupes allemandes, sans que l'on puisse prétendre pour autant ces nombres comme exhaustifs. 75% de ces victimes l'ont été pour des actes de résistance, 15% par des représailles de l'armée allemande, particulièrement massives et aveugles en 1944. Parmi ces martyrs, ce livre en recense 46 natifs de Seine-Inférieure; 14 assassinés sur son sol avec des dizaines d'autres issus de départements voisins.

Cet ouvrage de plus de 1700 pages est bien plus qu'un vibrant hommage consacré à la mémoire de ceux qui ont contribué à faire de la SNCF une entreprise publique de service public au service du public. Outre sa dimension historique, sa lecture s'avère précieuse à toutes celles et ceux, petits enfants, arrières petits enfants afin qu'ils puissent juger de la dimension humaine de leurs parents, pour lesquels beaucoup d'entre eux ignorent quasiment tout. Il aide à la compréhension des visites menées en avril 2014 par notre IHS CGT 76 des lieux de mémoire de la classe ouvrière pendant la seconde guerre mondiale dans l'agglomération rouennaise. Il complète « Le regard des martyrs », livre et expositions réalisés par nos camarades de l'Union locale des syndicats CGT du Havre rendant hommage aux hommes et aux femmes massacrés et déportés politiques de cette cité por-

tuaire. Inaugurée en novembre 2015, cette exposition est aujourd'hui toujours visible au 1^{er} étage de Franklin. Enfin, il atteste de la justesse du propos de François Mauriac: « *Seule la classe ouvrière, dans sa très grande majorité, est restée fidèle à la France profanée* ».

Un deuxième volume de ce livre mémorial est d'ores et déjà en cours d'écriture. Il s'attachera à compléter les recherches, mais aussi et surtout à lister toutes celles et ceux qui ont survécu aux ténèbres de cet « ordre de la Nuit ». Prolongement attendu à ce travail de mémoire qui se veut le plus complet possible, c'est également, face aux menaces permanentes du racisme, de l'antisémitisme, du fanatisme et du totalitarisme, une action majeure au service de la vigilance et contre l'oubli...

Cheminots victimes de la répression 1940-1945

Coédité par les éditions Perrin et l'association Rails et histoire. Avril 2017, prix 25 €



André POIRIER

Né le 6 février 1897 à Sotteville-lès-Rouen, est l'une des 2 229 victimes de la répression. Démobilisé en juillet 1919, il est placé comme affecté spécial aux chemins de fer de l'État, où il deviendra mouleur sur cuivre aux ateliers SNCF de Buddicom. Militant de la CGT et du parti communiste, il est secrétaire de la maison du peuple de Sotteville. Figurant sur une liste de 159 militantes et militants communistes prenant part à une propagande active et soupçonnés de poursuivre leur activité clandestinement et « par tous les moyens », il est arrêté le 22 octobre 1941. Transféré au camp de Royallieu à Compiègne, il est déporté le 6 juillet 1942 au camp d'Auschwitz-I sous le matricule 45996. Il y meurt moins de six semaines plus tard, le 17 août.

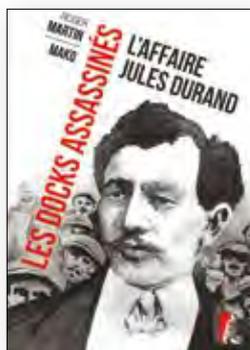
(Extrait d'une des 2672 fiches biographiques recensées dans l'ouvrage)

I Avec l'autorisation de Thomas Fontaine (directeur du musée de la résistance). Source : SHD DAVCC 21 PS 26676 (référence des archives de la défense).

LIRE POUR COMPRENDRE LIRE POUR AGIR LIRE POUR LE PLAISIR



17€



16€



10€



10€



10€



10€



15€



DVD 7€



DVD 7€



15€

CES LIVRES SONT
À VOTRE DISPOSITION
AUPRÈS DE NOTRE
IHS CGT 76

BULLETIN D'ABONNEMENT AU FIL ROUGE

Soutenez-nous, rejoignez-nous, abonnez-vous au *Fil rouge*

Abonnement individuel 2018

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Courriel : Tél. :

Adhésion simple ou abonnement au *Fil rouge*: 23 €/an
(sans abonnement aux *Cahiers d'Histoire Sociale*)

Adhésion ou abonnement: 36 €/an
(avec abonnement aux *Cahiers d'Histoire Sociale*)

**Abonnement groupé pour 10 abonnés et plus (dans le
cadre d'une association ou d'une section de retraités)**

13 € x (nombre d'abonnés) = €/an

Abonnement groupement ou association 2018

Syndicat, UL ou association: 57 €/an
(avec 3 exemplaires du *Fil rouge*)

Comité d'entreprise (ou organisme équivalent):
(avec l'abonnement aux *Cahiers d'Histoire Sociale*)
moins de 500 salariés: 89 €/an (avec 3 ex. du *Fil rouge*)
plus de 500 salariés: 175 €/an (avec 3 ex. du *Fil rouge*)

Nom et/ou intitulé:

Adresse:

Code postal: Ville :

Courriel : Tél. :

Date du paiement:

Adressez vos chèques à:
Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime
161, rue Pierre Corneille
76300 Sotteville-les-Rouen

NOUVEAU - PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE

Réglez votre abonnement par prélèvement automatique afin de ne pas oublier. Nous vous prélèverons **une fois par an**. Envoyez-nous un relevé d'identité bancaire et remplissez l'autorisation de prélèvement ci-dessous, nous ferons le nécessaire (notre numéro d'émetteur: 522922).

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever une fois par an sur ce dernier, si la situation le permet, le prélèvement ordonné par le créancier désigné ci-dessous.

En cas de litige sur un prélèvement, je pourrais en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend directement avec le créancier.

Titulaire du compte

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Désignation du compte à débiter

Établissement:

Guichet:

N° de compte:

Clé RIB:

Créancier: IHS 76
Maison du Peuple, 161, rue Pierre Corneille
76300 Sotteville-lès-Rouen

Établissement teneur du compte

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Ne pas oublier le RIB



L'assemblée générale de l'IHS CGT 76 s'est tenue le 10 mai 2018 à Rouen.

Elle a élu son conseil d'administration composé de **Jacky Maussion** (président), **Pierre Lebas** (premier vice-président), **Pierre Largesse**, **Robert Privat** (vice-présidents), **René Olleville** (secrétaire), **Marie-Agnès Lallier** (secrétaire adjointe), **Gael Pasquier** (archiviste), **Pascal Lamotte** (trésorier), **Jean-Jacques Lefebvre**, **Luc Bourlé** (trésoriers adjoints). Commission de contrôle financier: **Germain Narzis**, **Alain Bozec**. Membres du CA: **François Auvray**, **Marius Bastide**, **Bernard Berthelot**, **Jacques Defortescu**, **Sylvain Brière**, **Anita Ménéndez**, **Pascal Morel**, **André Delestre**, **Gilbert Louvet**, **Gilles Robillard**, **Thierry Leballeur**, **Jean-Louis Jegaden**, **Chantal Chatel**, **Serge Laloyer**.

Conformément aux statuts de l'IHS CGT 76, le conseil scientifique de l'Institut est composé de: **Michel Croguennec**, archiviste de la ville de Petit-Quevilly, **John Barzman**, professeur d'histoire contemporaine, directeur IDEES-Le Havre (cirtai) UMR 6266 CNRS/Université du Havre, **Marie-Paule Dhaille/Hervieu**, docteur en histoire contemporaine Université de Rouen, **Pierre Largesse**, historien, vice-président de l'IHS CGT 76, **Boris Lecoœur**, professeur agrégé d'histoire, **Yannick Marec**, professeur d'histoire contemporaine Université de Rouen, **Claude Mazauric**, professeur émérite d'histoire moderne de l'Université de Rouen, **Michel Pigenet**, professeur d'histoire contemporaine Paris 1 Sorbonne, **Monique Roland-Simion**, agrégée d'histoire Université de Rouen, **Marie Sanchez**, conservatrice du patrimoine de la CREA, **Eric Saunier**, maître de conférence en histoire moderne de l'Université du Havre, **Sandrine Sevestre**, conservatrice Archives Départementales de Seine-Maritime.



LOCATIONS - VACANCES FRANCE

Pour cet été,
Pensez à réserver maintenant !



www.tlcvacances.fr
02.35.21.69.63